

Fourniture et livraison de carburant

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2025049

Date limite de remise des plis

16/06/2025 à 12h00

1. OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Saint-Brieuc Armor Agglomération

5 rue de 71ème Régiment d'Infanterie

CS 54403

22044 SAINT-BRIEUC CEDEX 2

Site internet : <https://www.saintbrieuc-armor-agglo.bzh/>

L'acheteur agit en tant que Groupement de commandes : Groupement de commande entre Saint-Brieuc Armor Agglomération et la Ville de Saint-Brieuc..










■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Fourniture et livraison de carburant**

Fourniture et livraison de carburant pour véhicules et matériels pour le groupement de commandes constitué de Saint-Brieuc Armor Agglomération et la Ville de Saint-Brieuc

Code CPV	Libellé CPV
09134200-9	Carburant diesel
09132100-4	Essence sans plomb
09134000-7	Gasols
09135100-5	Fioul domestique

■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	Fourniture et livraison de carburant
 Acheteur	Saint-Brieuc Armor Agglomération
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum mono-attributaire de fournitures
 Structure	5 lots
 Lieu d'exécution	Plusieurs sites de livraison listés dans les deux Cahiers des Clauses Particulières
 Durée	1 An(s)
 Pénalités de retard	$P = V \times R / 100$
 Variation des prix	Ajustable sur le barème DIREM pour les lots 1, 2, 3 et 4 – Prix public pour le lot 5
 Nature des prix	Prix unitaires

■ Allotissement :

La consultation est décomposée en 5 lots :

Objet et forme
Lot n°1 : Gasoil (B7) - à bons de commande sans minimum - maximum 1 800 000 € HT: <i>Fourniture et livraison de gasoil (B7)</i>

Lot n°2 : Essence Sans Plomb 95 (E5) - à bons de commande minimum 0 € ht maximum 260 000 € ht :
Fourniture et livraison d'essence sans plomb 95 (E5)

Lot n°3 : Gasoil Non Routier (GNR) - à bons de commande sans minimum montant maximum 480 000 € HT:
Fourniture et livraison de gasoil non routier (GNR)

Lot n°4 : Fioul domestique - à bons de commande sans minimum - maximum 10 000 € HT : *Fourniture et livraison de fioul*








Lot n°5 : Fioul supérieur - à bons de commande sans minimum - maximum 40 000 € HT : *Fourniture et livraison de fioul de qualité supérieure*

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Appel d'offre ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

■ Déroulé de la procédure et planning indicatif :

	Publication de la consultation	Mai 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	MAI - JUIN 2025
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	JUIN 2025
	Analyse des offres, demandes de précisions éventuelles	JUIN 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	JUILLET 2025
	Information des candidats non retenus	JUILLET 2025
	Signature et notification du contrat	JUILLET 2025

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur :
<https://marches.megalix.bretagne.bzh>.

■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- RC : Règlement de la consultation ;
- Actes d'engagement par lot ;
- CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les lots ;
- CCTP : Cahiers des Clauses Techniques Particulières de chaque membre ;
- Détail estimatif par lot.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 180 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Variantes :

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh>

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. L'acte d'engagement sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Remise des plis par voie électronique :

Les candidats doivent transmettre leur proposition exclusivement par voie électronique, les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-après :

Saint-Brieuc Armor Agglomération
Service Commande Publique
5 rue de 71ème Régiment d'Infanterie
CS 54403
22044 SAINT-BRIEUC CEDEX 2

Contact : Plateforme Mégalisbretagne

Les candidats non retenus seront informés par voie dématérialisée sur le profil acheteur: <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Par ailleurs, durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil acheteur.

Vigilance concernant le dépôt des offres:

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plate-forme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur

accès internet et de la taille des documents à transmettre.

En outre, conformément à l'article R2151-6 du Code de la commande publique, il est rappelé que, si plusieurs dépôts sont successivement transmis par un même candidat, seul le dernier reçu par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres, est ouvert.

Signature électronique :

L'entreprise n'a pas l'obligation de signer électroniquement son offre au moment de son dépôt ; **seul l'attributaire pourra signer électroniquement l'Acte d'Engagement (AE).**

Signature en cas de groupements d'entreprises : dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. Le mandataire justifiant des habilitations nécessaires peut donc signer seul l'Acte d'Engagement (AE) au nom du groupement.

Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité d'engager le candidat dans le cadre de la consultation.

Le certificat doit être valide lors de la signature.

L'obtention d'un certificat électronique étant soumise à un délai variable il est impératif que le candidat en anticipe l'acquisition ou le renouvellement le cas échéant.

La signature est au format PadES :

Sont autorisés tous les certificats de niveau ** (2) minimum conformes au RGS, ou garantissant un niveau équivalent de sécurité.

Tout document relatif à l'offre contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

■ **Contenu des plis :**

Candidatures :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Moyens techniques	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
Qualifications professionnelles	Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de fournitures attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)
Certificats de qualité	Des certificats de qualité attestant que l'opérateur économique se conforme à certaines normes d'assurance de qualité

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Offres :

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement par lot à compléter
Détail estimatif	Détail estimatif par lot à compléter
Tarif DIREM en semaine 10 de 2025 pour les lots 1 à 4	Tableau des tarifs du barème DIREM en semaine 10 de 2025 pour chacun des lots sur lequel l'entreprise se porte candidate
Tarifs publics du candidat en semaine 10 de 2025 pour le lot 5	Tableau du tarif public pratiqué par le candidat pour le fioul supérieur en semaine 10 de 2025

4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Garanties professionnelles et financières	Garanties professionnelles et financières
2. Garanties techniques	Garanties techniques

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

-Pour les lots 1 à 4 :

Critère	Complément
1. Prix (100 %)	Sur la base de la remise consentit sur le tarif DIREM, exprimé à l'acte d'engagement.

-Pour le lot 5 :

Critère	Complément
1. Prix (100 %)	Sur la base de la remise consentit sur le tarif public du candidat, exprimé à l'acte d'engagement.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation

Offre inappropriée	applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre irrégulière	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur. L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ **Justificatifs à fournir par l'attributaire :**

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants, s'ils ne sont pas directement accessibles par l'acheteur :

Document	Descriptif
Attestation AGEFIPH	Entreprises de plus de 20 salariés
Attestations d'assurance	Les attestations d'assurances professionnelles de l'attributaire
Certificat de régularité fiscale de moins de 6 mois	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale de moins de 6 mois	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
RIB	RIB

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

■ **Renseignements administratifs :**

Les demandes de renseignements doivent être envoyées sur le profil d'acheteur. En cas d'empêchement, il convient de s'adresser à :

Service Commun Commande Publique
marchespublics@sbaa.fr

■ **Voies et délais de recours**

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Rennes

3 Contour de la Motte
35044 RENNES
Téléphone : 02.23.21.28.28
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Télécopie : 02.99.63.56.84

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industriel et commercial. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : Centre de Gestion des Côtes d'Armor Délégué à la Protection des Données ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Informations de l'attributaire : Les informations concernant l'attributaire seront exploitées dans le cadre de l'exécution du contrat afin de permettre le bon déroulement des prestations. Aucune donnée personnelle ne sera contenue dans les informations faisant l'objet de prescriptions à l'égard de l'acheteur en matière de communication et mise à disposition publiques découlant de la réglementation applicable.



Documents et liens utiles :

[Code de la commande publique \(legifrance\)](#)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Fournitures courantes et services](#)